

LA LOI FLORANGE ET LE SEXE DES ANGES...

La loi Florange vient d'être définitivement adoptée au Parlement, le lundi 24 février 2014, deux ans après la promesse faite lors d'une visite de François Hollande sur le site d'ArcelorMittal, pendant la campagne électorale! En principe, cette loi était censée renforcer l'obligation des entreprises à rechercher un repreneur. Mais il n'en est rien. En fait, cette loi, c'est comme le sexe des anges, on en parle, mais elle est éthérée. D'ailleurs, c'est l'ex-ministre socialiste de l'*Économie sociale et solidaire* Benoît Hamon qui le dit, au nom du gouvernement: «*Ce n'est pas une loi de contrôle tatillon ou qui stresserait, mais une loi de vertu [tout est dans le mot vertu], de progrès économique et social, un texte offensif et pragmatique*». Voilà qui est parlé pour ne rien dire et qui prend les travailleurs pour des imbéciles.

Autrement dit, mesdames et messieurs les députés, vous avez voté une loi qui n'en est pas une. Messieurs et mesdames les patrons, vous ne risquez rien. Cette loi, c'est juste de l'enfumage pour donner l'illusion aux travailleurs que le gouvernement tient ses promesses. Cette loi, c'est juste un débat oiseux - genre: les anges ont-ils un sexe? - dont les socialistes ont le secret. Et toujours ce même ministre qui dénonce, s'il vous plaît, «*le grand silence des pouvoirs publics à l'égard de ces sites qui fermaient alors qu'il y avait possibilité de maintenir l'emploi*». Le bougre doit être atteint de la maladie d'Alzheimer car il a déjà oublié cette promesse électorale faite, justement par les différents candidats à la présidentielle, que tout serait mis en œuvre pour sauver les entreprises. Ils en ont brassé de l'air. Ils ont défilé devant les entreprises en lutte, y compris aux côtés des travailleurs. Ceux de Petroplus, d'ArcelorMittal, de M-real, de Goodyear et les Contis... s'en souviennent. Ce n'est pas cette loi, qui n'est qu'une coquille vide, qui changera les choses, car au bout du compte, la loi obligera simplement, et encore, les entreprises de plus de 1000 salariés à rechercher un repreneur et seulement pendant trois mois. Messieurs et mesdames les politicards, vous avez donné l'illusion, le temps d'une campagne électorale, que vous souteniez la lutte des travailleurs. Une fois l'élection passée et le nouveau président élu, vous vous êtes empressé d'oublier vos promesses et vous leur avez envoyé votre police pour les chasser des entreprises qu'ils occupaient. Et votre justice a condamné certains d'entre eux pour violence envers la police parce qu'ils luttent pour défendre leurs emplois, ce ne sont pas les travailleurs de Goodyear et les Contis qui me contrediront. Traîtres, soudards, menteurs, félons, vendus, fourbes, perfides, gouapes, tous ces mots réunis et bien d'autres encore ne seront jamais assez forts pour qualifier votre attitude de renégat. C'est bien la preuve que les travailleurs ne doivent pas faire confiance aux politicards ni à certains responsables des boutiques syndicales. Au fait, qu'en pense Edouard Martin, ex-leader de la CFDT de Florange et aujourd'hui recyclé tête de liste PS aux européennes? Et pour clore le chapitre voilà que le *Conseil constitutionnel* retoque cette loi pour atteinte au droit de propriété et à la liberté d'entreprendre!

Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes et s'unir en faisant abstraction de ce qui divise dans l'intérêt commun. La lutte de classes est plus que jamais à l'ordre du jour. Ne plus participer à la mascarade électorale qui ne sert qu'à se désigner des maîtres ne doit être qu'une étape dans la lutte vers l'émancipation, l'édification d'une société égalitaire et autogestionnaire. Cette société fédéraliste mettra en œuvre la gestion économique et sociale de l'entreprise et des communes. Elle permettra à tous les membres de la société d'être parties prenantes de la vie sociale, de l'organisation de la société. Et ce sans intermédiaire, sans dirigeant, sans institution décisionnaire (État, Parlement et haute administration).